

# L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

ÉDITORIAL

## Collectivisme forcé

Ah que l'économie libérale est belle ! Il faut, dit-on, laisser faire le marché pour fixer les prix, car c'est la meilleure façon imaginable pour qu'ils s'ajustent au mieux des intérêts de tous. La loi de l'offre et de la demande est réputée bien supérieure à tout débat organisé entre les acteurs économiques, producteurs et consommateurs, puisqu'elle tient automatiquement compte de leurs points de vue. Sans même qu'ils aient à les exprimer !

Comment peut-on encore tenir un tel discours et prétendre qu'en chercher une alternative est une... *utopie* irréaliste<sup>1</sup>, quand on constate la pagaille que suscite l'actuelle montée du prix du pétrole à la pompe ?

Le chacun-pour-soi est ingérable. Cette façon d'utiliser la force, de menacer de tout bloquer pour imposer son point de vue, est indéfendable. D'ailleurs, comment les routiers peuvent-ils soutenir que le prix auquel ils prétendent vendre leurs services doit être élevé parce qu'il est le reflet de leur seul mérite, et, en même temps, exiger que le prix de ce qu'ils doivent acheter ne soit pas libre ? Voire même pris en charge par la collectivité ?

Et pendant ces démonstrations violentes, les compagnies pétrolières continuaient à engranger d'énormes bénéfices. TotalFinaElf, par exemple, annonçait sans état d'âme une augmentation de 213% au premier semestre ! Les

analystes économiques se posaient simplement la question de savoir si c'est bien la baisse du Nasdaq<sup>2</sup> qui a incité des fonds de pension à délaisser les entreprises de la nouvelle économie pour investir dans les pétrolières... Peut-on continuer à gérer ainsi les ressources de notre planète ?

Il en serait tout autrement si cette gestion était concertée démocratiquement selon les principes que nous défendons sous le terme d'économie distributive. Le point de vue des routiers serait pris en compte, mais sans que le prix de l'énergie ait une influence sur leurs revenus. Leur intérêt ne serait donc plus de rouler dans n'importe quelles conditions et pour transporter le plus possible. On pourrait alors débattre sur ce qu'il y a lieu de transporter et prendre en compte tous les aspects des divers modes de transport. D'autres méthodes d'exploitation pourraient donc être développées sans que personne n'en soit lésé.

Et puis certaines questions pourraient être abordées sans drame, par exemple, celle de la propriété des ressources de la nature et celle du patrimoine des connaissances... Irréaliste un tel projet ? Non, puisque tous les moyens matériels nécessaires existent. Mais il y a des J-F Revel pour faire peur, en caricaturant. Le dossier sur l'utopie, élaboré par Jean Auribault et présenté ci-après, remet sur ce sujet les pendules à l'heure et les mots à leur place.

Marie-Louise Duboin.

1. réflexion qu'on entend, parfois, quand on aborde l'idée du contrat civique !

2. la Bourse où sont cotées les entreprises de la e-économie, celle de l'informatique et de la communication.

### S O M M A I R E

#### •ACTUALITÉ

#### 1 Collectivisme forcé, par M-L Duboin.

*Peut-on continuer à gérer l'économie de la planète selon le principe du "chacun-pour-soi" ?*

#### 2 Chronique, par A. Prime.

*Lu, vu, entendu au fil des jours*

#### 3 La comédie de l'euro, par J-P Mon.

*Les journalistes économistes n'ont cessé de raconter n'importe quoi à propos de l'euro*

#### •DOSSIER : L'UTOPIE

#### 8 L'utopie fourre-tout, par J.Auribault.

#### •LECTURES

#### 4 Un monde perdu ?

*Analyse par M-L Duboin du livre de J-C Carrière Le Vin Bourru.*

#### •TRIBUNE LIBRE

#### 13 À propos de la compétition

*M. Devos et C. Eckert débattent avec J-C Pichot.*

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES, EN QUATRE PAGES, FIGURAIT DANS LE N°993.

N° 1003  
octobre  
2000



**Enfin l' homo sapiens, sapiens, sapiens ?**

Une des questions que se posent la plupart des abondancistes, j'ai pu le constater sur plusieurs décennies, est la suivante : comment se fait-il que le cerveau de l'homme qui a pu concevoir et réaliser les produits les plus extraordinaires, qui a tant fait progresser la biologie, la chirurgie, l'astronomie, etc. ait tant de mal à comprendre les problèmes socio-économiques qui sont le corollaire de ses prouesses techniques et qui nous paraissent si évidents ? Einstein, qui parlait en connaissance de cause, constatait : «Il est plus facile de désintégrer l'atome que de changer la façon de penser des hommes». «Au faite de sa puissance technologique; aux portes de l'abondance et du bonheur terrestre qu'il quête depuis la nuit des temps, l'homme s'avère incapable de comprendre dans sa globalité la fantastique mutation qui devrait logiquement s'imposer.» C'est cette réflexion que je formulais dans une brève pochade<sup>1</sup> suivie de trois croquis.

Les paléontologues ont appelé *homo sapiens* l'homme de Neandertal (100.00 à 40.000 ans avant notre ère) et *homo sapiens sapiens* l'homme de Cro-Magnon, apparu il y a environ 40.000 ans, auteur, entre autres merveilles, des peintures des grottes de Lascaux.

(Rappelons la constatation péremptoire de J. Duboin : "Napoléon s'éclairait et se déplaçait comme les pharaons", il y a deux siècles à peine...) Faut-il «conclure qu'il manque quelque chose au cerveau de l' homo sapiens sapiens et que seul un homo sapiens, sapiens, sapiens pourra réaliser le plus nécessaire, tout comme l' homo sapiens sapiens avait dû acquérir un plus sur l' homo sapiens pour peindre Lascaux. Mais il faut que la mutation biologique soit rapide, très rapide, car, au train où vont les choses, l' homo sapiens sapiens actuel risque en quelques décennies de rendre sa planète inhabitable». Malheureusement, les mutations naturelles biologiques sont très lentes.

Mais voilà que le Pr. Marvin Minsky, l'un des pères de l'ordinateur, cité par Ignacio Ramonet<sup>2</sup> évoque une solution: «En 2035, l'équivalent électronique du cerveau, grâce à la nanotechnologie, sera peut-être plus petit que le bout de votre doigt. Cela signifie que vous pourrez avoir à l'intérieur de votre crâne, tout l'espace que vous voudrez pour y implanter des systèmes et des mémoires additionnels. Alors, petit à petit, vous pourrez apprendre davantage chaque année, ajouter de nouveaux types de perceptions, de nouveaux modes de raisonnement, de nouvelles façons de penser et d'imaginer».

Est-ce cela le "plus" que j'évoquais pour que la majorité des humains puisse enfin comprendre les problèmes socio-économiques liés aux progrès techniques ? On peut toujours rêver...

\*\*\*

**Un Forum social mondial**

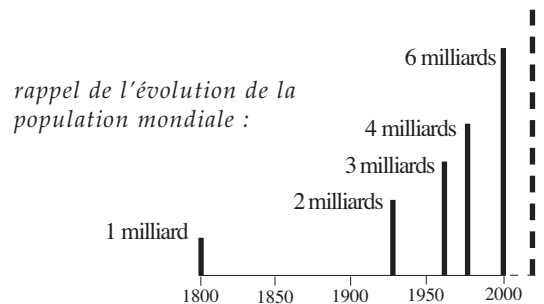
Un espoir plus crédible que les puces cérébrales pour faire avancer le monde vers le progrès

social serait la création d'un "Forum Social Mondial<sup>2</sup>", antidote du Forum Économique Mondial de Davos. Le premier se tiendra en 2001, aux mêmes dates que Davos, à Porto Alegre (Brésil). 2 à 3.000 participants y sont attendus, dont ceux qui ont fait l'anti-Seattle, et d'autres organisations. Il s'agit de pérenniser, de fortifier un contre-pouvoir planétaire, indispensable pour lutter contre la mondialisation libérale, et montrer qu'un autre monde est vraiment possible.

\*\*\*

**Démographie planétaire**

Dans son dernier livre *Le rapport Lugano*<sup>3</sup> Susan George consacre un chapitre à la démographie dans le monde. Les estimations les plus couramment admises à l'horizon 2020, selon qu'elles sont hautes ou basses, varient entre 7,2 et 8,5 milliards :



Actuellement on compte 133 millions de naissances pour 52 de décès par an. Mais, avec les disparités nord-sud, la proportion de la population, de 20% pour les pays développés et 80% pour les autres, passera, en 2020, respectivement à 15 et 85%. Autrement dit, et ce que nous avons à plusieurs reprises signalé est en accord avec les chiffres indiqués par S. George, en gros un milliard d'habitants vivent dans les pays dits "riches" (même si 20 à 25% y vivent au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté), quant aux autres milliards<sup>4</sup>, ils viennent grossir la cohorte des pauvres : dans le monde néolibéral où nous vivons, chaque nouveau milliard se traduit par un milliard supplémentaire de démunis. Sur les 81 millions de personnes qui s'ajoutent chaque année à la population mondiale, un million seulement concerne les peuples développés<sup>5</sup>. Ainsi l'Inde, qui vient de dépasser le milliard d'habitants, n'en comptait il y a 30 ans que 547 millions. Ces millions de nouveaux venus ne sont certes pas en majorité des riches ; cela n'a pas empêché le gouvernement de passer récemment d'énormes commandes d'armements aux Russes !

Deux autres chiffres éloquentes, entre autres :  
- Égypte : 1971, 30 millions d'habitants ; 1997, 61 millions. Accroissement annuel de la population : 1.220.000 ; % de terres cultivées, 2,8% contre 35% en France.

On mesure dans quelle misère s'enfoncé le pays  
- Nigéria : 1975, 61 millions d'habitants ; 1999, 114 millions. Taux de fécondité : 6,2.

On s'étonne de la pauvreté croissante en Afrique subsaharienne ?

André Prime.

1. GR-ED 953, Mars 1996.

2. dans *Le Monde Diplomatique* août 2000.

3. Voir son analyse par J. Bonnet dans GR-ED 1002.

4. Rappelons que trois milliards vivent aujourd'hui avec moins de 7 F par jour.

5. Chiffres publiés par l'ONU.

# La comédie de l'Euro

JANVIER 1999... Souvenez-vous: après une intense préparation psychologique bien orchestrée par les médias, l'Euroland (l'ensemble des pays de l'Union européenne qui satisfaisaient aux critères de Maastricht) fêtait la naissance de l'Euro. On allait voir ce qu'on allait voir... Les dirigeants politiques et monétaires européens nous annonçaient que désormais l'Euroland allait jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale. Quelques titres pêchés à la "une" du *Monde* :

2 janvier 1999 :

## Euro : les Onze sont heureux de leur enfant

5 janvier 1999 :

## L'euro conteste d'emblée l'hégémonie du dollar

6 janvier 1999 :

## Les marchés financiers internationaux plébiscitent l'euro

La monnaie unique européenne a gagné près de 2% lundi matin à l'ouverture face au dollar

Un mois plus tard, on commence à s'inquiéter. Mais, selon les milieux financiers, cela ne peut qu'être passager. Il n'y a aucune raison pour que l'euro baisse.

3 février 1999 :

## Le repli de l'euro face au dollar s'accroît

Déjouant les pronostics, la monnaie euro décline et cesse, depuis un mois, de faiblir. Lundi, elle vaut moins de 1,13 dollar

Dans *Le Monde* du 1er février, le journaliste économique Pierre-Antoine Delhommais écrit: «Une fois encore, les pronostics des experts financiers ont été déjoués. Ils avaient prédit sinon l'envolée, du moins une forte hausse de l'euro face au dollar. À les écouter, les investisseurs internationaux allaient se ruer vers la nouvelle monnaie européenne, les banques centrales asiatiques s'empresser de convertir en euros une partie de leurs réserves libellées en billets verts. À ces données financières positives devaient s'ajouter, pour l'euro, des considérations économique-psychologiques favorables. À travers la réussite de ce projet monétaire sans précédent, les marchés étaient censés saluer la renaissance économique d'une Europe se posant désormais en rival direct des Etats-Unis. Rien de tel ne s'est produit. Depuis le 4 janvier et son premier jour de cotation, l'euro n'a cessé de perdre du terrain face à la devise américaine».

3 juillet 1999 :

## L'euro atteint son plus bas niveau historique face au dollar

Six mois plus tard, les choses se précisent et on nous parle déjà de "niveau historique"... Les experts qui ne se trompent jamais allaient bientôt découvrir les planchers flottants qui s'enfoncent !

Mais, il faut rester optimiste. Le 17 juin 1999, toujours dans *Le Monde*, Delhommais écrivait : «Les craintes d'un euro fort, surévalué, étaient suffisamment grandes, avant sa mise en place le 1er janvier, pour qu'aujourd'hui on ne boude pas sa joie. La baisse de 13% de la monnaie européenne face au dollar depuis son lancement, qui redonne de la compétitivité aux entreprises du Vieux Continent, est une excellente nouvelle pour l'économie de l'euroland. Personne d'ailleurs ne songe à s'en plaindre (pas plus le président du Medef que les banquiers centraux) ...» Cependant, «si le repli de l'euro a représenté pour l'instant une aubaine pour l'économie de l'Euroland, le risque est que la machine s'emballe, que le mouvement de baisse devienne incontrôlable. Un plongeon de l'euro mettrait à rude épreuve les nerfs des américains. Jusqu'à présent, ils ont accepté que l'Europe emploie une arme dont ils ont fait eux-mêmes dans le passé un usage immodéré : celle de la dévaluation compétitive. Mais la patience de la Maison Blanche n'est sans doute pas sans limite. Et les européens devront y réfléchir à deux fois avant de déclarer la guerre monétaire à Washington. Le rapport de force économique et financier est loin d'être aujourd'hui en leur faveur, et encore moins, l'expérience de tels conflits. Surtout, les États-Unis possèdent auprès des marchés financiers, grâce à la cohérence et à l'efficacité de leurs discours, une capacité de manipulation incomparable».

21 SEPTEMBRE 2000.

Apparemment, nous en sommes là : l'euro ne vaut plus que 0,8465 \$ et le prix du pétrole, payé en dollars, continue de monter. Comme je l'écrivais dans la GR-ED n°951, nous avons bien affaire à des "EURO-nuls" !

Jean-Pierre Mon.

# Un monde perdu



Quand on découvre que son enfance est objet d'exposition dans un musée, même s'il s'agit "d'écomusée", le moral peut en prendre un sérieux coup. Cela n'a pas été le cas pour Jean-Claude Carrière. Au contraire. Il en a saisi l'occasion pour décrire, avec beaucoup de simplicité et d'une plume attrayante, son éducation à la campagne dans les années 1930. Description sans intérêt, sauf pour les nostalgiques d'un monde définitivement disparu ? Non. Dans *Le vin bourru*<sup>1</sup>, il ne se contente pas de constater la brutalité des changements, il va bien plus loin : l'éducation libérale a aussi pour effet de priver les nouvelles générations de repères et cela a des conséquences dont il a pris conscience. Mais « inutile de s'acharner à conserver une culture sur béquilles, » dit-il pourtant avec réalisme, « Autant tout raser. Et si le village disparaît, s'il n'est plus, un jour, qu'une autoroute bordée de tombes, tant mieux au fond. La ruine est la condition de la renaissance ». Reste à voir si ce qui naît aura la sagesse de sauvegarder ce qui était une irremplaçable richesse au plan humain. C'est bien de cette richesse-là que J-C Carrière veut témoigner, surtout si elle devait se perdre, faute d'être transmise d'une génération à la suivante. La nouvelle génération, si elle a la patience de lire ses 300 pages, sera sans doute étonnée d'apprendre qu'un enfant de la campagne, n'ayant alors à sa portée aucun moyen, aucune des innombrables distractions qui sont aujourd'hui banales, n'avait alors besoin de personne "pour l'aider à s'amuser", il avait acquis une bien plus grande autonomie et savait s'inventer mille activités passionnantes et, même sans un sou, s'en fabriquer lui-même les moyens.

Lequel, de l'adolescent des années 1930 ou de l'ado des années 2000 est le plus libre ? Lequel est le mieux armé pour surmonter les inévitables difficultés de la vie ? Celui que sa maman accompagne chaque jour, en voiture, va chercher à la sortie de l'école pour lui faire donner une heure de leçon de judo, ou de tennis, suivie d'une leçon de musique, avant d'inviter ses amis à un goûter pour son anniversaire, au cours duquel elle devra, bien entendu, organiser leurs distractions ? Ou bien celui, qui comme J-C Carrière et ses semblables « devait tout apprendre, jour après jour, de son environnement immédiat » ? Il est vrai que ce dernier était soumis à beaucoup plus de contraintes. Par exemple, à table : « Pas question pour l'enfant de refuser tel plat, d'en réclamer un autre. Il mangeait sans discuter ce qu'on mettait dans son assiette... L'enfant obéit, voilà tout. [...] Bien que jeune pay-

san, élevé loin de la politesse des villes, mes parents m'apprenaient à manger le plus correctement possible. Je devais poser mes deux mains — et non pas mes coudes — de chaque côté de mon assiette, me tenir droit, manger lentement et ne pas parler la bouche pleine [...] quand les grandes personnes parlaient, je devais me taire. Si on me demandait de faire quelque chose, je m'exécutais. Même si ma mère se montrait tendre et affectueuse, elle ne se séparait jamais de son apparence d'autorité. Nos rapports s'établissaient avec clarté. » De telles règles ne sont-elles qu'absurdités ? Est-ce un handicap que de prendre l'habitude de ne pas se laisser aller ? J-C Carrière et ses contemporains n'en ont pas pâti. Par contre, l'absence de toute règle de comportement au sein de la famille n'entraîne-t-elle pas le mépris des autres ? Et si une telle indiscipline expliquait des comportements déplorables tel, par exemple, celui de certains usagers de la route ? Ne plus apprendre dans la famille certaines règles de conduite rend l'éducation bien plus facile, mais si la conséquence en est qu'il faut toujours plus de lois et des interdictions partout, est-ce un vrai progrès ?

L'auteur tente de décrire tout ce que ses parents lui ont appris. « Non seulement on m'a fait reconnaître le bon du mauvais, mais on m'a appris à agir, à travailler... à tenir les outils, tous les outils, à me servir de la pioche, de la pelle, des sécateurs, du marteau, de la scie à main, du râteau. Quand l'enfant prend un pic pour la première fois, il ne peut pas le soulever, il lutte avec la lourdeur de l'outil. Son père lui montre alors comment faire, il lui explique que dans la vie la plus précieuse des qualités est ce qu'on appelle le biais. C'est une manière adroite de faire les choses. Il y a ceux qui ont du biais et ceux qui n'en ont pas. Entre les deux, la différence est énorme. Il est essentiel d'avoir du biais, tout est plus facile [...] L'enfant apprend à couper du bois, à scier, à grimper aux arbres, à aller chercher les œufs sous les poules, à planter les clous, à tirer du vin, à sauter d'un mur, à atteler le cheval. Il doit manier la hache avec précaution [...] J'ai également appris, directement de mon père, à remonter un mur en me servant de piquets en bois et d'une ficelle, appelée cordeau, pour bâtir bien droit. Mon père m'a montré comment dégager le sol, creuser un peu la terre, prendre d'abord les pierres les plus grosses pour les mettre en bas, bien en choisir la face extérieure — car il ne s'agit pas de pierres taillées, la plupart du temps. Construire un mur est un exercice cérébral. Il demande de la patience et de la prévision, une vue d'ensemble des choses. Il enseigne aussi à ne pas essayer de réparer un simple pan, en gardant la plus grande partie possible de l'ancien mur. Au contraire, toute bonne construction commence par une démolition. Et cela surprend. [...] À cette époque-là,

1. publié chez Plon en avril 2000, 305 pages, 118 FF.

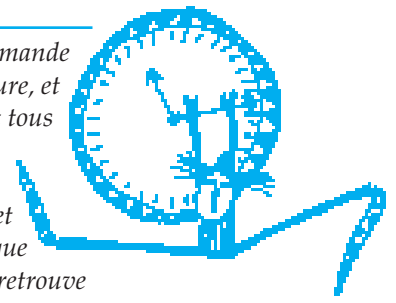
dans ce pays-là, il est difficile d'imaginer la somme d'efforts physiques qu'on demandait à un enfant [...] J'avais envisagé de faire la liste de tous les gestes qui m'ont été appris au cours de mes premières années, mais j'y renonce. Il faudrait énumérer même les actions les plus simples, comme par exemple la marche. Car on ne marche pas dans la montagne comme sur un terrain plat. Mon grand-père me l'a enseigné. Il faut se pencher légèrement en avant quand on monte, garder les bras souples, respirer calmement, parler le moins possible, ne jamais changer de rythme et surtout ne jamais se presser. Quand on descend, il faut éviter d'aller vite, surtout sur une longue distance. la descente est plus fatigante que la montée car le poids du corps, à chaque pas, reste plus longtemps sur une seule jambe.» Il se dit «très étonné par la masse de choses qui m'ont été apprises et qui par la suite ne m'ont servi à rien» pour se reprendre ensuite «en apparence. Mais au fond ?»

L'auteur décrit au passage la complexité du travail des paysans, qui est trop oubliée aujourd'hui. Parlant de son père, il décrit : «Le matin, quand je me levais pour l'école, il était déjà parti au travail, dès cinq ou six heures du matin. Travail complexe, qui changeait d'une saison à l'autre et même d'un jour à l'autre, qui devait s'adapter au temps, au vent, aux orages, qui supposait— entre le soin des bêtes, les jardins (nous en avions quatre), la vigne, les arbres fruitiers— une organisation mentale extrêmement précise. Il devait savoir combien d'heures lui seraient nécessaires pour tailler cette vigne, ramener pour les chèvres un fagot de châtaignier qu'il laisserait sécher avec d'autres dans le pailler pour l'hiver, arroser, remplacer les tuiles du toit, couper du jambon, changer un manche de pioche, aiguiser la faux à petits coups de marteau sur un coin en fer planté dans le sol, assis par terre, les jambes écartées, fendre du bois avec une masse et des coins en fer, réparer la porte d'un bahut, soutirer le vin à la cave,, relever un mur (ce qu'il faisait aussi bien qu'un maçon), attraper des pigeons la nuit, retirer le fumier des lapins, du cochon, prévoir le labours, préparer du sulfate, remplacer les souches manquantes, mettre les semences à sécher. Il devait aussi faucher, battre, vanner. S'il avait des lapins, il lui fallait cultiver un peu de luzerne, et cela valait également pour les chèvres. S'il possédait un cheval, il avait besoin d'un champ d'avoine, car l'avoine, nécessaire à l'énergie de l'animal, coûtait souvent trop cher à l'achat. S'il élevait des poules, il devait planter du maïs, et ainsi de suite. Je ne vois pas la fin à cet enchaînement d'occupations. Je suis toujours frappé, dans nos existences réservées pour la plupart à une seule activité, aplanie et facilitée grâce à tant d'engins, par la réflexion jadis nécessaire, par l'agilité forcée de l'esprit devant cent décisions à prendre chaque jour, devant un emploi du temps irrégulier, d'autant plus difficile à établir que le paysan en est le seul maître. S'il se trompe, c'est tant pis pour lui. Il lui faudra travailler davantage. Je ne vois dans cette activité incessante de la pensée

rien de primitif, rien d'élémentaire. Cela demande des connaissances particulières, de toute nature, et une réflexion plus ou moins intelligente dont tous les cultivateurs ne tirent pas les mêmes résultats. Il y a ceux qui savent travailler et les autres, les brouillons, les dispersés, et même les incapables et les paresseux. Chaque matin, en sortant de sa maison, l'homme se retrouve devant un paysage qui lui propose un nouveau programme, plus compliqué que tout autre [...] La même chose peut être dite de la femme, qui aide aux travaux de la terre mais qui a surtout la charge de la maison, de l'intérieur. Elle doit organiser la vie, composer les repas en fonction des ressources, des goûts, de la saison, des réserves encore disponibles l'hiver. Elle est responsable du linge et de la vaisselle, de l'habillement des enfants. Certaines savent tenir une maison. D'autres, disposant du même budget, sont constamment à court d'argent, à court d'idées...

Ce retour sur des conditions de vie différentes de celles d'aujourd'hui ne contient ni nostalgie ni regrets. Mais un peu de recul permet de relativiser, de mieux peser les avantages et les inconvénients du changement. Et s'il s'avérait que les facilités offertes, saisies sans assez de réflexion, ont fait perdre trop de valeur humaine, un tel témoignage pourrait aider à mieux maîtriser les changements que l'avenir nous réserve.

M-L D



À propos de *Notre affaire à tous*, d'Éva Joly, analysé par Jacques Bonnet dans notre dernier numéro...

## Totale impunité

Je voudrais insister sur un aspect essentiel : l'impunité quasi-totale en matière de grande criminalité financière. Consacrant un long chapitre à cette impunité, Éva Joly nous fait parcourir toutes les étapes empruntées par le parfait délinquant, dévoilant ses imparables stratégies : allongement démesuré des procédures, saucissonnage d'une plainte en une dizaine d'infractions, recours sur recours, commissions rogatoires à répétition. Les années passent, les juges se lassent ou sont changés d'affectation. Seulement 2% de ces délinquants se font piéger, suite à une imprudence fortuite, les 98% restant opèrent en toute impunité : abandon de créances fictives déclarées irrécupérables, versements de commissions dans les paradis fiscaux. N'importe quel PDG ou banquier peut, s'il travaille en réseau, taper dans la caisse à sa guise sans éveiller l'attention de ses actionnaires. Se réalisent ainsi, entre établissements financiers, des opérations croisées avec un complice. Ni vu, ni connu. Conclusion quelque peu désabusée d'Éva Joly : «si la délinquance financière ne devient pas l'affaire de tous, je doute que nous arrivions seuls à en conjurer les périls.»

Ainsi va notre justice, dramatiquement désarmée face à la grande criminalité financière qui pourvoit aux arrosages politiques, aux commissions clandestines, au somptueux train de vie de maints dirigeants de sociétés et alimente les activités mafieuses. Il reste à "blanchir" tout cet argent qui doit refaire surface, une activité qui, à son tour, soutient la "croissance" dont nul ne semble se soucier de ce qu'elle trimbale. Un système totalement pourri. Éva Joly a manqué le coche de la révolution monétaire pour une monnaie de consommation, non circulante, clé de la moralisation des comportements socio-économiques, d'un changement radical d'une règle du jeu que des aigrefins parés de respectabilité peuvent contourner avec tant d'arrogance.

Henri Muller.

# Mon papa, il a dit...

**A** la fin, mon papa il a dit à ma petite sœur:  
— Je veux bien, mais à condition que tu t'en occupes.

— Youpi, s'écria ma petite sœur. Et elle ajouta : tu verras, je ferai tout pour le mieux.

Sur ce, elle embrassa sur le dessus du crâne le jeune chiot qu'elle tenait dans ses bras.

— C'est quoi, comme race ? j'ai dit à ma petite sœur.

— C'est un batarde, a répondu ma maman. Y a du Labrador là-dedans, mais y a aussi autre chose, je sais pas quoi.

— Les batarde, c'est les plus solides et les plus intelligents, a ajouté mon papa.

— C'est comme les métissés, lança ma petite sœur. La maîtresse elle a dit : une algérienne qui se marie avec un Français, ça donne toujours des enfants beaux et intelligents. Regardez Zarouna, elle est pas belle ? et puis c'est toujours la première en classe.

— Il n'empêche, a dit ma maman, maintenant qu'on a décidé de l'adopter, il faut lui donner un nom.

— Moi, que j'ai dit à ma petite sœur, je propose qu'on l'appelle Tobie. Pour un chien, c'est un beau nom.

— Mais c'est pas un chien, s'est exclamée ma petite sœur, c'est une chienne!

— Alors, on va l'appeler Tobine, a dit ma maman. Tout le monde a éclaté de rire, sauf mon papa qui a dit :

— Attention ! Il ne faut pas jouer avec ce nom-là ! Le conseiller économique de mon patron d'Auchou, monsieur Guy AZAR, il a dit l'autre jour en réunion qu'il fallait respecter monsieur TOBIN, que c'était un grand homme, la preuve c'est qu'il avait eu le prix NOBEL.

— C'est quoi, le prix NOBEL ? a dit ma petite sœur.

— C'est une récompense. C'est comme si on te donnait un paquet de bonbons parce que tu as bien travaillé à l'école.

— Et qu'est ce qu'il a fait, monsieur TOBIN ? reprit ma petite sœur.

— Il a rien fait. Il a seulement dit qu'il fallait taxer

les riches pour en donner aux pauvres. Oh ! une toute petite taxe!

— Attendez, dit mon papa, en sortant son calepin de la poche de son veston. Voilà ! J'ai pris des notes quand monsieur AZAR a parlé.

D'après lui - je cite - « les riches maintenant c'est les banquiers et les financiers, ceux qui font des opérations spéculatives sur des opérations de change... »

— Oh ! là ! là ! s'écria ma maman. Qu'est ce que ça veut dire ?

— C'est bien simple, reprit mon papa. Les banquiers et les financiers, ils ont beaucoup d'argent et ils essaient toujours d'en avoir plus. Et pour cela, plusieurs moyens sont possibles. Un exemple : ils prévoient que le cours d'une monnaie va baisser, quelquefois d'ailleurs ils s'arrangent pour le faire baisser - et alors ils vendent ces monnaies affaiblies pour en racheter d'autres dont les cours montent. La différence, c'est leur bénéfice.

— Ça, je comprends, dit ma maman. Et ça représente plusieurs millions de francs ?

— Tu veux rire ! reprit mon papa. Ces opérations et bien d'autres du même genre, s'élèvent à 10.000 milliards de francs. Par jour !

— C'est pas possible, dit ma maman en s'étranglant.

— Si. Et c'est sur ces sommes énormes, a dit monsieur AZAR, que les financiers prennent des marges bénéficiaires petites en pourcentage mais confortables en réalité. Et ce sont ces bénéfices qu'il faut taxer, selon M. TOBIN.

— Mais de ces marges, j'espère qu'on va leur en prendre au moins la moitié!

— Pas tout à fait, expliqua mon papa, embarrassé. On parle de 1%, ou bien de 0,5%, ou mieux de 0,25%, ou encore de ...

— De rien du tout ! ironisa ma maman.

— Tu vois toujours le mauvais côté des choses, s'emporta mon papa. Après un silence, il ajouta : À vrai dire, ce n'est pas si simple. Toujours d'après monsieur AZAR, l'économiste canadien Robert MUNDELL - un autre prix NOBEL - a dit que la taxe TOBIN était une idée idiote. Et notre Ministre des finances a dit que monsieur BERCY était contre; et monsieur AZAR a levé les bras au ciel en disant : « alors, si BERCY est contre... » Les avis sont partagés.

— Bref, conclut ma maman, ça fait des années et des années qu'on parle de faire payer les riches pour donner aux pauvres et on n'y est jamais arrivé.

Le silence qui suivit cette forte parole fut interrompu par ma petite sœur :

— Alors, on va nous taxer parce que nous aussi on est riches ?

Et devant notre étonnement :

— Ben oui, on est quand même riches puisqu'on a adopté une chienne qu'on devra bien soigner et bien

## Guérilla verte

C'est le nom que s'est donné une association de précaires pour créer des jardins communautaires ouverts à tous. Pour cela, ils nous ont écouré expliquer qu'ils ont besoin « d'outils, de graines, et aussi de livres pour apprendre les bonnes techniques et la meilleure façon d'accommoder sainement les produits » de leurs potagers. Pour ceux de nos lecteurs qui peuvent les aider, ils nous ont communiqué leur adresse :

Point E

62 rue Georges Clemenceau  
11000 Carcassonne.

En les encourageant, nous leur avons dit espérer recevoir bientôt de bonnes nouvelles de leur entreprise.

nourrir.

—Mais non, dit mon papa en souriant. Nous, on n'est pas riches.

—Alors, on est pauvres? sanglota ma petite sœur en serrant le jeune chiot dans ses bras.

—Mais non, mais non, ma chérie. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'on est plutôt du côté des pauvres que du côté des riches, précisa ma maman qui rêvait de changer ses meubles de cuisine vieux de trente ans.

—C'est vrai qu'on n'est pas riches, ajouta mon papa. Et il se plongea dans son calepin pour relever à nouveau quelques chiffres. Toujours d'après monsieur AZAR, les 200 plus grosses fortunes du monde auraient plus d'argent que les deux milliards de personnes les plus pauvres.

—Mon dieu ! mon dieu ! s'écria ma maman, stupéfaite. Mais on ne nous a jamais dit ça à la télévision.

—Et il y a beaucoup plus pauvres que nous, poursuivit mon papa en interrogeant à nouveau ses notes. Plus de 3 milliards d'habitants de notre planète vivent avec moins de 15 francs par jour et, d'ici à 2008, le nombre de pauvres devrait augmenter de 40 millions en Afrique.

—C'est y dieu possible ! s'étrangla ma maman qui serra machinalement son porte-monnaie dans la poche de son tablier.

—C'est pour ça qu'il faut faire quelque chose, qu'il faut «activer notre citoyenneté» comme disait monsieur HASPOËT, Taxe TOBIN ou pas, il faut sauver ces malheureux, poursuivit mon papa.

—Et si nous, à la maison, on est plutôt pauvres, la France, elle, elle est riche ? j'ai demandé à mon papa.

—Bien sûr, dit celui-ci. Monsieur AZAR l'a affirmé : c'est la fin du chômage et les sondages disent que tous les Français sont heureux.

—Qu'est ce qu'il faut pas entendre ! s'exclama ma maman. En dehors de ses allers et retours entre PARIS et AUCHOU, il a déjà visité la province, ton monsieur AZAR ? Il sait que Léon, le fermier de la rue Blanche Poule, il va devoir arrêter son activité agricole parce que le fuel est trop cher et qu'il n'arrive même plus à payer les traites de son nouveau tracteur ? Il sait que la fille à Léontine, elle travaille en moyenne 3 heures par jour à AUCHOU et qu'elle doit attendre toute la journée à côté du téléphone pour savoir si on a besoin d'elle ? Il sait qu'Arthur, notre voisin, il vient d'être mis en préretraite à 52 ans et qu'il a essayé de se suicider parce qu'il disait qu'il n'était plus bon à rien ? Il sait que not' fiston, à 29 ans, depuis qu'il a fait ses six mois sous contrat à durée déterminée, il n'a toujours pas retrouvé de boulot ? C'est ça, le bonheur des Français ? Elle est belle, ton «incontournable économie de marché», comme le dit si bien ton monsieur AZAR.



Mon papa et moi, on baissait la tête en silence, et ma petite sœur s'était remise à sucer son pouce. Encore une fois, avec son bon sens, ma maman venait de nous enlever nos dernières illusions. On était loin du débat sur la taxe TOBIN...

—Ouah ! glapit la chienne qui se sentait sans doute délaissée.

Tous les quatre on éclata de rire, heureux de voir le silence brisé.

—C'est pas tout de ça, dit ma petite sœur. Avec toutes vos histoires, on n'est pas plus avancés. Alors, comment on l'appelle, cette jolie petite chienne ?

—AZOR ? risqua ma maman.

—Guy AZOR ! pouffa de rire ma petite sœur.

—Non, dit mon papa. Ça pourrait être mal pris par mon patron d'AUCHOU s'il venait à l'apprendre. Non, ni TOBINE, ni AZOR. D'ailleurs, AZOR c'est encore un nom de chien. Et nous, c'est une chienne qu'on adopte.

—J'ai une idée ! s'écria ma petite sœur. On va l'appeler ZOUZOU.

—ZOUZOU ? dirent ensemble mon papa et ma maman.

—Oui, ZOUZOU, dit ma petite sœur. Ça conviendrait aussi bien à une chienne qu'à un chien. Et puis, si un jour je demande un autographe à ZINEDINE, je pourrai lui dire : s'il vous plaît, monsieur ZIDANE, mettez sur la photo de ZOUZOU «Bisous de ZIZOU à ZOUZOU» Et, devant notre étonnement, elle ajouta : Ben quoi, ZIZOU c'est quand même le meilleur immigré authentiquement français de l'année, non ? Et puis, ce qu'il fait avec ses pieds, c'est plus facile à comprendre que ce que veut faire TOBIN avec sa calculatrice !

Raoul Liadéfrite.

*Le Magazine Littéraire* de mai 2000, consacré à la "Renaissance de l'utopie", publie un entretien de Bernard Fauconnier avec Jean-François Revel, à l'occasion de l'édition de son dernier essai *La grande parade*. J-F Revel y déploie ses talents de polémiste jusqu'à déclarer que « les utopistes proposent des sociétés totalitaires ». On connaissait déjà les positions de ce « grognard sourcilleux du libéralisme intégral », mais dans sa croisade (un peu ringarde !) contre le communisme, il persiste et signe: « le communisme est la seule utopie qui ait été réellement appliquée. » Enfin il radicalise sa diatribe, en affirmant que les utopies de Platon, Campanella, Fourier, construisent des sociétés totalitaires. Face à cette *Grande parade* d'un journaliste qui figure parmi les esprits influents de l'intelligentsia parisienne, *la GR-ED* ne pouvait rester silencieuse. D'autant qu'était paru, dans *Le Monde* du 22 juin 1999, un article de Bernard Kapp, intitulé "Jacques Duboin, le dernier des utopistes". Ceux qui pensent que le libéralisme fait un peu trop main basse (et invisible !) sur la société, sont-ils des utopistes aux penchants totalitaires ?

## L'utopie fourre-tout

Une société sans utopies est une société passive, pas encore véritablement humaine. Toute communauté humaine se doit de proclamer son objectif et de commencer de s'en approcher.

Albert Jacquard.

Depuis quelques années on assiste à une résurgence du mot utopie. Il a servi, et sert encore, de "fourre-tout" aux littérateurs, philosophes, sociologues, économistes ou politologues. Sont classés sous cette étiquette commune des faits ou des aspirations sociales disparates. On qualifie d'utopiques aussi bien des revendications sociales jugées exagérées que des projets politiques ou des théories économiques. Les expressions "utopie communiste, marxiste, socialiste, fasciste ou libérale" fleurissent dans les polémiques. Depuis son invention par Thomas More, l'utopie est devenue un « vieux mot prostitué », comme démocratie, socialisme, humanisme, ou plus récemment éthique. Pour certain, ce mot peut avoir une connotation négative ou péjorative (projets chimériques, irréalistes, ou dangereux pour un J-F Revel !) Pour d'autres, il porte l'espoir d'une nouvelle orientation politique, économique ou sociale<sup>1</sup>.

par Jean Auribault

Tentons ici d'éclairer notre lanterne par un bref retour sur l'origine de l'utopie, puis de comprendre pourquoi ce mot alimente encore tant de controverses aujourd'hui. Enfin, si notre approche nous a permis de dégager une idée suffisamment précise de l'utopie, peut-être pourrions-nous prendre position par rapport à ce pur produit (non marchand !) de l'imaginaire social et culturel.

### Préhistoire de l'imaginaire utopique

Les historiens contemporains situent les sources de l'utopie au Vème siècle avant l'ère chrétienne (mais ni le mot ni un concept équivalent n'existaient encore). On cite Hippiodamos de Milet, architecte, qui proposa de reconstruire la ville (détruite) de Milet selon une conception en damiers, donnant le cadre urbain de l'organisation politique et favorisant ainsi un nouvel ordre social. Il ne s'agissait que d'images (nous dirions maintenant de plans d'urbanisme), peut-être accompagnées de descriptions ou de commentaires (?).

Avec *La République* ou *Les Lois*, de

Platon, on peut déceler certaines caractéristiques d'une utopie, mais on est encore loin d'une œuvre comparable à *l'Utopia* de Thomas More. Les historiens et philosophes débattent encore aujourd'hui sur la relation entre les deux livres de Platon... *Les Lois*, en particulier, projettent une théo-

cratie idéale et décrivent un État auquel Platon se résigne, faute de trouver les bons philosophes-rois qui devaient gouverner dans *La République*.

Il paraît toutefois bien audacieux de rapprocher Platon de Thomas More, Campanella ou Fourier, comme le fait J-F Revel, pour affirmer que « l'utopie, c'est la construction a priori, antérieurement à toute application de la réalité, d'un modèle complètement achevé, et appliqué dans ses moindres détails, d'une société parfaite ».

En effet, il semble bien que Platon se soit inspiré, en partie, de Sparte (donc pas de construction ex nihilo), et que *La République* n'était pas écrite pour "un nulle-part" (comme *l'Utopia* de Thomas More). Par deux fois il vint en Sicile pensant influencer Denys Ier puis Denys II, pour tenter d'instaurer un État dirigé par des philosophes, auquel aspire la République. Mais, le tyran Denys Ier ayant instauré un régime totalitaire, Platon fut incarcéré et vendu comme esclave à Égine. La seconde tentative auprès de Denys II n'eut pas plus de succès et Platon se retrouva à nouveau prisonnier (politique). Aussi, pour ce qui est de l'assimiler aux constructeurs « d'une société totalitaire dès l'élaboration du modèle intellectuel », J-F Revel fait-il preuve d'un traditionalisme de pensée navrant. Il adopte l'esprit de Karl Popper qui, dans un pamphlet, associe Platon aux pires formes de la pensée réactionnaire. Et Popper prône une *société ouverte* (encore une utopie libérale ?), opposée à la fermeture de la cité platonicienne. Ce n'est pas parce que le totalitarisme, le corporatisme, et l'élitisme se sont réclamés indûment de Platon qu'il faille suivre Karl Popper dans son *rationalisme critique* de Platon, et sous prétexte de « libéralismes politique et idéologique<sup>2</sup> ».

Qui peut prétendre interpréter, avec certitude, la pensée grecque dans l'état actuel de nos connaissances fragmentaires de l'Antiquité ? Les œuvres de

1. Dans le magazine *Marianne* de juin 1997, Philippe Petit intitulait son article « Il faut réhabiliter l'utopie »

En 1516, T. More dans *Utopia*, préconisait de réduire la journée de travail à 6 heures (ce qui représentait moins de la moitié du temps de travail des ouvriers et laboureurs de son époque). La semaine étant alors de 6 jours ouvrés, il proposait donc la semaine de 36 heures ! Compte tenu des gains de productivité en presque 5 siècles, la Loi des 35 heures n'offre finalement qu'un bonus d'une heure par rapport à l'utopie de Thomas More. Mme Aubry pouvait mieux faire !



Platon n'ont-elles pas inspiré plus d'idéologies que d'utopies ?

Avec notre perception actuelle de la société, *La République* est-elle finalement une utopie ou un paradigme (un modèle) ? Pour ma part, des recherches faites sur cette époque je n'ai acquis qu'une seule conviction : les inventeurs d'un nouveau genre littéraire, le récit d'utopie, ont repris, semble-t-il, le vieux rêve d'une société parfaite qui imprégnait la culture occidentale gréco-romaine. Et les certitudes de J-F. Revel me paraissent bien hasardeuses.

### Genèse de l'utopie littéraire

Né de l'imagination de l'anglais Thomas More, le mot *utopie* a été forgé à partir du pseudo-grec *ou*, privatif (non) et de *topos* (lieu), donnant l'expression "*en aucun lieu*". Mais ce néologisme (à l'époque) était et reste ambigu : le préfixe *u* pouvant s'entendre aussi bien pour le grec *ou* (non), et l'utopie est alors un "*non lieu*", que pour le grec *eu*, et dans ce cas devient "*bon lieu*" (l'utopie devenant alors une *eutopie*). Pour lever cette ambiguïté Thomas More, écrivant à Erasme, précisa qu'il ne s'agissait pas d'un eu-topos (pays heureux), mais d'une U-topia (en latin : *Nusquam*), «*d'un pays de nulle part*».

More inaugure par ce récit la tradition utopiste. Après une critique des pratiques judiciaires des États européens du XVI<sup>ème</sup> siècle, de la politique de conquête de l'Angleterre et des désordres économiques et sociaux en résultant, il transporte le lecteur dans l'Île d'Utopie où il propose son idéal de justice sociale et d'ordre moral. Nous sommes dans un pays imaginaire où un gouvernement idéal règne sur un peuple heureux, hors du temps (les commentateurs ont créé, par la suite, un nouveau néologisme, qui fleurit dans la presse d'aujourd'hui : «*l'uchronie*!»). C'est sans doute, cette ambiguïté initiale, qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours, créant une confusion sur la signification du mot utopie, utilisé actuellement à tort et à travers<sup>3</sup>.

### Les utopistes fondateurs

A cette "*Utopia*" fondatrice on peut rattacher *l'abbaye de Thélème* (où Rabelais porte l'utopie à son extrême), *la Cité du soleil* de Campanella, mais aussi Robinson Crusoe de De Foë (l'univers d'un seul homme, mais qui reconstitue la société avec Vendredi) ou *Les voyages de Gulliver* (où Swift décrit des mondes imaginaires, mais qui sont des miroirs de certains aspects de la société de l'époque).

Alberto Manguel<sup>4</sup> s'étonne du fait que les utopies de More, De Foë et Swift soient nées en Angleterre, pays traditionnellement pragmatique : «*Je ne saurais expliquer pourquoi les trois utopies exemplaires sont toutes anglo-saxonnes*». Cet apparent paradoxe trouve sans doute son origine dans l'histoire même de l'Angleterre aux époques où vécurent ces écrivains. Il n'est pas inutile de rappeler le contexte de leur écriture, car il éclaire aussi le pourquoi des origines de ces fictions politico-sociales :

— Thomas More, homme politique et humaniste, fut d'abord dans l'opposition au roi Henri VII

(monarque autoritaire !), puis chancelier sous Henri VIII (le roi aux six épouses, dont deux furent exécutées sur ses ordres ; rappelez-vous Barbe-bleue !). More, en désaccord avec son roi, pour ses mœurs et sa politique guerrière, fut emprisonné puis exécuté.

— De Foë subit aussi les conséquences des pouvoirs dictatoriaux : arrêté à la mort du roi Guillaume III et exposé au pilori, il n'échappa à la mort qu'en faisant allégeance à la reine Anne Stuart.

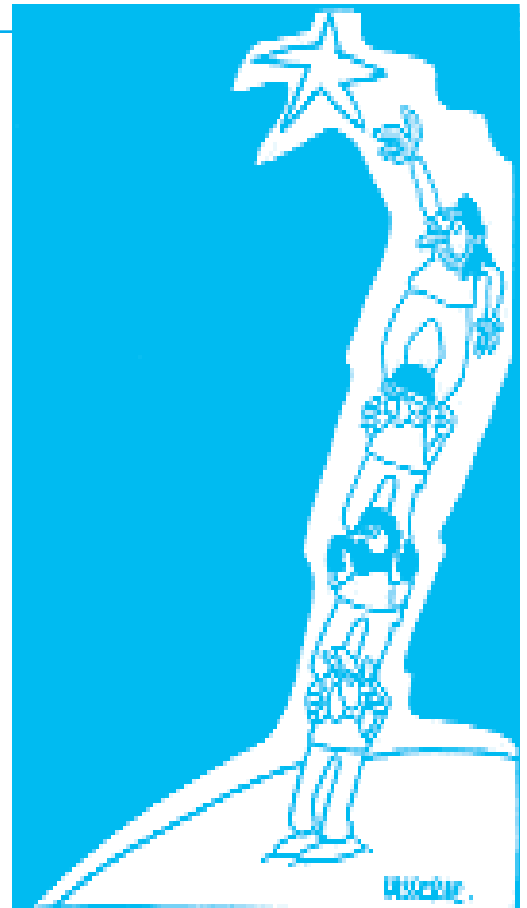
— Enfin, Swift, romancier, poète et pamphlétaire de l'époque de De Foë, ayant déplu à la reine Anne, dû s'exiler en Irlande. C'est là qu'il écrivit les voyages de Gulliver, satire de la société anglaise, mais aussi de la civilisation de son époque.

N'en déplaise à J-F. Revel, le totalitarisme était-il dans les œuvres de nos trois utopistes ou dans la politique des monarques anglais autoritaires et sanguinaires ? On peut très bien comprendre qu'après avoir tenté de combattre les politiques dominantes ils se réfugièrent dans l'imaginaire, et sans faire "*table rase*" du passé ou du présent, mais en glissant leurs messages dans des récits à caractère politico-social.

Pour être des créateurs d'un genre littéraire nouveau (l'ancêtre des fictions contemporaines), ces trois écrivains proposent des visions si différentes que l'on devrait parler des utopies, plutôt que de l'utopie. Pour Thomas More, il s'agit de construire une société idéale, pour De Foë de reconstruire une nouvelle société avec les outils anciens, enfin pour Swift, nous sommes en présence d'une contre-utopie. Cette contre-utopie qui consiste à exagérer certains aspects négatifs de la société (effet de miroir déformant) se retrouvera plus tard chez Huxley et Orwell, notamment.

### L'histoire de l'utopie reste à découvrir

La Bibliothèque Nationale de France nous a proposé cette année une exposition sur le thème de l'utopie. M-L Duboin en a fait un compte rendu critique très pertinent<sup>5</sup>. J'ajouterai à ses commentaires que cette présentation de l'utopie était à l'image des expositions officielles, du style grand bazar de la culture. Belle présentation ("clean"), documents nombreux mais contestables quant à leur rapport direct avec le thème ; enfin les commentaires étaient indigents. L'idée directrice était semblable à celle du petit livre de Georges Jean<sup>6</sup> : présentation qui se veut pédagogique, mais ne décrit que l'apparence, sans souci réel d'approfondissement, comme si vous vou-



2. Mais attendons la parution de l'étude de A.Neschke-Hentschke consacrée à l'histoire du platonisme dans l'Antiquité, qui avance la thèse surprenante selon laquelle Platon serait l'ancêtre du droit naturel moderne!
3. Lu dans les revues de mode ou de "culture week-end": l'utopie vestimentaire, les sports utopiques, l'utopie communicative (des banquets, sans-doute), enfin le clou : «*l'utopie éthique de la cyberculture*» !!!
4. *Magazine Littéraire*, N° 387, mai 2000. A.Manguel est l'auteur du Dictionnaire des lieux imaginaires.
5. Voir *GR-ED N° 999*, mai 2000, p.2.





liez expliquer la foi par les seules images pieuses...

6. *Voyages en utopie*,  
Découverte Gallimard.

7. Son intention était  
de fonder une protection  
internationale du travail,  
un siècle avant son début  
de réalisation.  
Voilà une utopie sociale  
généreuse et bien sympa-  
thique, *sans aucun esprit  
de totalitarisme* !

8. Vous n'avez pas encore lu  
le *Livre noir du commu-  
nisme* ? Consultez  
www.Comm.com.

9. *L'utopie*,  
Collection *Que sais-je ?*,  
N°1757.

10. *Magazine Littéraire*,  
N°389, p. 26  
juillet-août 2000.

Le survol de l'histoire des utopies que nous proposons ici n'a pas la prétention d'être exhaustif ; il ne s'agit que de dégager les faits spécifiques à l'imaginaire utopique, de lire entre les lignes des présentations "politiquement correctes".

Il semble qu'il existe une sorte de canevas mythique (est-ce là l'héritage grec ?) qui unit les différentes utopies, à travers les siècles, depuis la création littéraire de Thomas More. La parenté d'un écrivain à l'autre, ou d'un siècle à l'autre, reste très profonde. L'utopie est constamment un essai, par l'imagination (ou le rêve), de se substituer à un ordre existant et contraignant, ou lors d'événements conflictuels. L'intention récurrente est le plus souvent de situer le bonheur dans une terre inconnue. Sous-jacente aux apparences, la démarche philosophique est présente dans l'utopie, qui est en fait le cadre d'une recherche du bonheur pour tous les hommes.

Il apparaît qu'au cours de l'histoire de l'Europe, l'utopie s'est imposée comme un véritable besoin. En 1602 plus de trente ouvrages principaux étaient déjà publiés en France, Angleterre, Italie ou Espagne. La liste est longue jusqu'au XIXème siècle des auteurs et architectes-urbanistes considérés traditionnellement comme utopistes. Des plus connus retenons : Francis Bacon (*La Nouvelle Atlantide*), Cyrano de Bergerac (*L'autre Monde*), Fénelon (*Télémaque*). De grands écrivains comme Montesquieu, Diderot, Rousseau, Condorcet, J-B Say, ont donné leur propre vision utopique. En architecture, depuis *La Cité du soleil* de Campanella, la ville utopique se concrétise dans de nombreux projets dont le plus remarquable sera celui de Ledoux, cité réalisée, en partie, autour de la saline d'Arc-et-Senans.

Le XIXème siècle marque un tournant pour les utopies, qui se succèdent rapidement. Mais elles perdent un de leur critère initial, le "nulle part". Elles ne se situent plus dans un cadre imaginaire, mais en prise directe avec la réalité des sociétés européennes, émigrant même sur le Nouveau Continent. Babeuf et Buonarroti, dès 1796, tentent un soulèvement pour appliquer l'idéal communautaire des premières utopies, mais échouent. Robert Owen en Angleterre et Saint-Simon en France, partant de l'analyse économique, essaient d'imaginer, mais dans des voies divergentes, de nouvelles structures ou un nouveau fonctionnement de la société :

— Robert Owen, après de vaines tentatives auprès des gouvernements d'Europe et d'Amérique pour améliorer la condition ouvrière<sup>7</sup>, fonde en 1825 une communauté aux États-Unis, *New Harmony*. Elle durera deux ans mais sera suivie d'autres créations, aux États-Unis et en Angleterre, qui échouèrent face au capitalisme industriel naissant.

— Les théories de l'économiste Saint-Simon, basées sur la priorité donnée à l'ordre économique par rapport à la politique, influenceront la pensée politique française jusqu'à nos jours. Très près des idées d'Adam Smith, il fit l'éloge du travail, après avoir déclaré que la nation doit «être administrée au meilleur marché possible». Quand on lit que ce sont «les artistes, les savants et les industriels» qui doi-

vent assurer la *prospérité sociale*, on se plaît à rêver : Est-ce là l'origine de ce qu'aujourd'hui certains appellent improprement l'utopie néo-libérale ? J-F Revel, dans sa critique des utopistes, cite Fourier mais oublie curieusement Saint-Simon (?).

— Charles Fourier part d'un point de vue opposé à celui de Saint-Simon, en privilégiant les facteurs sociaux, qui doivent être pris en compte par les communautés ("les phalanstères", coopératives de production et de consommation). Hélas, Fourier ne verra jamais la réalisation de son utopie. La seule communauté qui survivra (jusqu'en 1968 !) fut celle de Godin, fabriquant les fameux petits poêles à bois populaires (et dans une société de production, si peu totalitaire, on parlerait aujourd'hui de relations professionnelles conviviales !).

### Confusion récurrente

#### entre UTOPIE et IDÉOLOGIE

Ce survol de l'utopie s'arrête volontairement à l'aube du XXème siècle, car ce siècle ayant été celui de la plus grande manipulation des mots, l'utopie n'a pas échappé aux actions subversives de la société du spectacle. Ce qui paraît plus surprenant, c'est qu'aujourd'hui encore les idées reçues continuent de circuler, colportées par des journalistes qui n'ont pas peur d'écrire : «*utopie, épopée humanitaire et sanglante*», rejoignant ainsi l'opinion de J-F. Revel. Où et quand s'est déroulée ce film à peplum ? Bien évidemment en URSS et tous pays marxistes confondus<sup>8</sup>.

Le responsable de cette conception erronée de l'utopie est sans aucun doute Marx lui-même. D'après lui, les utopistes ont été positifs lorsqu'ils ont démontré la supériorité de la communauté des biens sur la propriété privée. Mais il sélectionne les bons utopistes : Saint-Simon et Victor Considérant, qui, d'après le sociologue Gurvitch, auraient inspiré le *Manifeste du Parti communiste*. Comme l'écrivit Jean Servier<sup>9</sup> : «*Il est vrai que ni Thomas More, ni Campanella, ni Cyrano de Bergerac, ni Rabelais et son abbaye de Thélème, ni Fénelon, ni Swift, ni Say n'ont inspiré Marx.*»

Même Pascal Bruckner<sup>10</sup>, malgré une objectivité évidente, amalgame encore utopie et soviétisme lorsqu'il déclare : «*Je suis fasciné par les utopistes. J'ai fait ma thèse sur Fourier et c'était déjà une critique de l'utopie. Je me servais de Fourier pour attaquer le marxisme... C'était opposer à l'utopie concrète et monstrueuse du soviétisme un penseur qui avait été décrété comme une sorte de précurseur un peu inférieur, alors qu'il était pour ceux qui le relisaient, le visage d'un autre monde possible.*»

Il est vrai que la pensée communiste, à la suite de Marx, a créé une confusion qui persiste aujourd'hui, en faisant disparaître la distinction (fondamentale) entre utopie et idéologie. Or le communisme n'est pas une utopie, mais une idéologie, au même titre que le fascisme, le nazisme, le franquisme, le nationalisme, ou même le libéralisme (qui veut se justifier par "l'ordre naturel"). Les idéologues communistes n'ont jamais voulu l'admettre. Car personne ne veut reconnaître la séduction d'une idéologie, elle est toujours un concept polémique. Aussi n'est-

À l'heure où l'on débat du génome brevetable, rappelons ce que Fourier affirmait : «*Chacun, sur l'annonce d'une découverte, s'écrie du premier mot, y aura-t-il de l'argent à gagner ? C'est pour satisfaire ce goût dominant que je dois m'appesantir sur ce qui touche au bénéfique.*»

elle jamais revendiquée à la première personne, c'est toujours l'idéologie de quelqu'un d'autre, elle est l'erreur de l'autre !

Intenter un procès a posteriori aux utopistes, en les accusant de proposer des modèles de sociétés totalitaires, c'est vouloir falsifier l'histoire à des fins idéologiques. S'il est vrai que les utopistes, dans un premier mouvement, ont adopté la position de l'homme révolté de Camus («*Un homme qui dit non... les choses ont trop duré, jusque là oui, au-delà non*»), leurs créations n'ont pas inspiré Mussolini ou Hitler. Comme l'écrit Camus : «*Mussolini et Hitler ont sans doute cherché à créer un empire et les idéologues nationaux-socialistes ont pensé, explicitement, à l'empire mondial. Il n'empêche que Mussolini se réclame de Hegel, Hitler de Nietzsche, ils illustrent dans l'histoire quelques unes des prophéties de l'idéologie allemande. À ce titre ils appartiennent à l'histoire de la révolte et du nihilisme*». De même «*Marx est à la fois un prophète bourgeois et un prophète révolutionnaire. Le second est plus connu que le premier. Mais le premier explique beaucoup de choses dans le destin du second. Un messianisme d'origine chrétienne et bourgeoise, à la fois historique et scientifique, a influencé en lui le messianisme révolutionnaire, issu de l'idéologie allemande et des insurrections françaises*».

#### **Utopie et idéologie = deux expressions de l'imagination sociale et culturelle.**

En fait, on ne peut continuer de débattre de l'utopie sans poser l'hypothèse qu'il existe une polarité entre l'idéologie, objet de la sociologie ou de la politique, et l'utopie, étudiée par l'histoire littéraire.

Paul Ricoeur, repartant de cette hypothèse formulée par Karl Mannheim dès 1929, a poussé l'analyse en montrant que l'approche de l'utopie, prise isolément, n'était pas pertinente. La corrélation établie par P. Ricoeur<sup>11</sup> entre l'idéologie et l'utopie permet de mieux comprendre pourquoi il existe «*un versant positif de l'une et l'autre notion*» La clé de compréhension réside dans les pratiques imaginatives. L'idéologie est une image déformée du réel (c'est le versant *conservation de l'imagination*), l'utopie débouche sur un «*non-lieu*» qui fait disparaître ce réel (mais est le versant *invention de l'imagination*). Pourquoi ? Parce que la reconnaissance du semblable (qui fait de tout homme mon semblable) ne surgit qu'à partir des pratiques imaginaires telle que l'utopie et l'idéologie. Bien que l'imaginaire collectif soit illusion, le propre des fictions est de créer un monde, c'est selon Paul Ricoeur «*le paradoxe de l'imaginaire social*».

En fait, «*si l'on creuse en profondeur, on atteint le niveau du pouvoir*». Car là où l'idéologie légitime l'autorité existante, l'utopie sape cette même autorité. L'utopie est non seulement une alternative à l'ordre existant, mais elle révèle le fossé qui existe (en permanence) entre les exigences de l'autorité (des pouvoirs quels qu'ils soient) et les revendications des citoyens envers le système de légitimité.

En définitive, l'idéologie et l'utopie, ces deux expressions de l'imaginaire (qui constituent la vraie

réalité sociale), ne peuvent être dissociées «*la fonction la plus positive de l'idéologie est l'intégration, le maintien de l'identité d'une personne ou d'un groupe; la fonction positive de l'utopie est l'exploration du possible. En tant que possible, l'intention utopique est de défier et de transformer l'ordre présent*».

Ce n'est qu'à ce niveau qu'on peut distinguer les utopie chimériques des utopies possibles. Et Paul Ricoeur de conclure : «*L'idéologie est, en fin de compte, un système d'idées qui devient obsolète parce qu'il ne peut venir à bout de la réalité présente, alors que les utopies sont salutaires uniquement dans la mesure où elles contribuent à l'intériorisation des changements*».

#### **L'utopie en marche**

C'est devenu un poncif que de proclamer la fin des idéologies et certains prétendent même que cela implique la fin de l'Histoire. Ces déclarations, absconses pour le commun des mortels, sont enveloppées d'une telle brume médiatique qu'on y perd ses repères. Admettons que les idéologies ne fassent plus recette (je n'en suis pas du tout convaincu quand on assiste à la résurgence de mouvements néo-nazis...), que reste-il alors aux deux tiers pauvres de la planète pour espérer une condition de survie tolérable ? Face à la globalisation rampante, il n'y a pas de troisième voie, mais selon le point de vue de J.Habermas, il ne reste que «*l'utopisme comme médium non suspect au moyen duquel on peut projeter des possibilités de vies alternatives*» Sans qu'on n'y prenne garde (et c'est sans doute ce qui alarme J-F Revel et Cie), l'utopie créatrice est déjà en marche. Elle ne rêve pas d'un ailleurs inaccessible, d'une cité parfaite, d'une société idéale. Elle tente de combattre les misères du moment dans la défense des droits à l'emploi, au logement, à la santé, au savoir. Aucune ambition totalitaire dans ses manifestations ou ses revendications, elle la laisse à l'idéologie du libéralisme marchand. L'utopie, porteuse de ce qu'Ernest Bloch appelait le principe d'espérance, par sa fonction critique et son rôle moteur dans l'anticipation créatrice, doit permettre d'effectuer le choix pour le XXIème siècle entre de nouvelles idéocraties, issues de la société globale marchande et des sociétés où l'humanité entre comme concept politique fondamental. Comme l'a dit si bien A. Jacquard<sup>12</sup> : «*Aujourd'hui, l'appel à l'utopie est la conséquence de la lucidité. En cette fin du XXème siècle, nous sommes obligés de constater que toutes les conditions de la vie des hommes sur notre petite planète viennent de se modifier. Il est clair que la poursuite de la croissance de notre consommation des biens non renouvelables nous conduit à un suicide collectif... Il faut tenter de définir une nouvelle façon de vivre les uns avec les autres*».

11. Paul Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie*, Seuil, La couleur des idées, Cours de l'Université Columbia. Paru aux États-Unis en 1986, et en France seulement en 1997 ! Serait-il non-conformiste ?

12. Albert Jacquard, *Petite philosophie à l'usage des non philosophes*, Livre de poche.

Dans *L'idéologie et l'utopie* Paul Ricoeur résume quelques unes des propositions concrètes de Fourier (1829), qui sont d'un réalisme étonnant pour des distributistes («*utopiques*», selon certains) : «*son programme d'émancipation des passions repose sur l'hypothèse de l'abondance (c'est peut-être en raison de cette hypothèse que la voix de Fourier est si bien entendue par certains courants actuels)*. Fourier voulait un ordre industriel plus productif, et il se préoccupait également du bien-être des pauvres. Sur ce dernier point, il avait des idées tout à fait personnelles : il promouvait, par exemple, la notion d'un revenu minimal décent et avançait l'idée d'un droit au travail, idée qui n'avait pas encore été admise en France.» Sa définition de l'organisation du travail vaut bien celle qui conduit à l'actuelle flexibilité de l'emploi : «*Il lança également l'idée que les travaux devraient être alternés, proposition assez proche de la conception marxiste d'une vie dans laquelle nous ferions plusieurs choses dans la même journée. Les postes de travail doivent être mobiles en sorte que personne ne devienne le robot d'une seule tâche. Fourier a inventé une manière très précise de réaliser cette organisation du travail en combinant le libre choix avec la rotation obligatoire*» La caissière d'Auchou serait-elle contre une telle proposition ?

## À propos d'utopie

Je me rappelle que j'avais proposé aux responsables du petit bulletin d'information de notre groupe Attac 07/26 le texte ci-joint afin que la brève et chaleureuse présentation que nous avait faite un fidèle abonné de la GR-ED ne retombe pas comme une information éphémère parmi d'autres, car cette "utopie" de l'économie distributive me paraît un bon fil solide, pour tenter de penser, d'imaginer, un monde réellement alternatif à celui que nous récusons... Ce texte, marqué par son contexte d'origine, a, je crois, l'intérêt de refléter un embarras, qui ne doit pas être que le mien, entre réformisme du quotidien («coller des rustines sur une chambre à air poreuse» comme le dit joliment M-L D) — qui relève, pour moi, d'une exigence éthique, incontournable, d'assistance immédiate à personnes (et planète) en danger — et l'espérance d'un changement structurel radical, c'est-à-dire d'une révolution. Cette révolution, vous ne l'imaginez, si je vous lis bien, que comme un point précis dans notre avenir, le moment où l'on basculera partout à la fois (comment faire autrement?) de la monnaie capitaliste, mise hors service et "hors la loi", à la monnaie distributive, mais personnellement je n'arrive pas à penser à ce scénario, tant les mécanismes du pouvoir politique me paraissent imbriqués dans ceux du pouvoir économique et que je ne crois ni au miracle de la conversion soudaine des possédants, ni au mythe régénérateur d'une Révolution violente. Il n'empêche...vous avez le mérite, dans la continuité de votre réflexion et de vos écrits, d'esquisser et de proposer un modèle de société à la fois raisonnable et désirable, et évidemment plus "durable" que le système capitaliste actuel (dont S.George, dans "le rapport Lugano", met si pertinemment en lumière le caractère motifère) et d'en donner la clé : la monnaie distributive... Mais le chemin d'accès reste à inventer !

Ce qui nous ramène à une définition possible de l'utopie : le lieu qui aimante la direction de nos pas, sans que nous connaissions le chemin !

Et puisque le socialisme "scientifique" est mort (de son arrogance peut-être : le Parti ayant toujours raison par principe...), marchons sans dogmatisme, à petits pas multi-directionnels<sup>1</sup> vers un socialisme "utopique"! Dont le distributisme — parce qu'il intègre la dynamique du "marché" sans le risque de se faire dévorer par lui (puisque'il désintègre le profit) — paraît bien la forme la plus plausible, et donc potentiellement fédérative de tous les "gouetteurs d'avenir" dispersés aux avant-postes du mouvement social.

Jacques Bonnet.

RÉPONSE. Non, nous n'imaginons pas le changement d'économie comme un instant précis où tout basculera à la fois. Nous nous efforçons d'en faire comprendre la nécessité pour que les citoyens, en prenant leur destin en mains, soient à même de l'organiser, probablement en commençant par refuser leur confiance à la

monnaie capitaliste, qui vit précisément de cette confiance. Les petits pas que vous évoquez vont dans ce sens, et surtout ceux qui n'aident pas le capitalisme à perdurer.

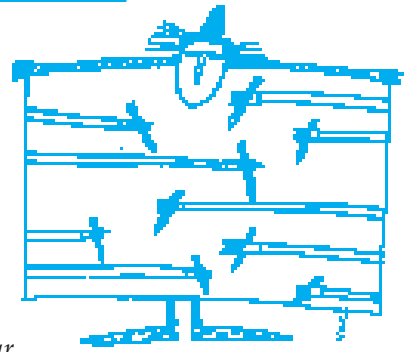
\*

NB. Nous ne pouvons reproduire in extenso le texte transmis à un comité local d'ATTAC, intitulé TAXE TOBIN OU ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE? RÉFORME OU RÉVOLUTION ? En voici l'essentiel, en substance :

Après avoir rappelé notre désir commun de donner consistance au rêve proclamé qu'«un autre monde est possible», un monde qui ne serait plus à vendre mais à partager, l'auteur pose aux associés la question suivante : sommes-nous coupables de réformisme ?...Faut-il vouloir tout faire pêter pour être en harmonie avec notre conscience citoyenne ? Ou bien faut-il vouloir tenir fermement mais inconfortablement les deux bouts de la chaîne : d'un côté, celui du court terme, on œuvre à l'amélioration de l'existant, sans interdits idéologiques mais avec lucidité sur les limites et ambiguïtés de cette ligne d'action, et de l'autre côté, on regarde plus loin et on commence à rassembler les matériaux de construction de l'autre monde possible. C'est ce que font les alternatifs (l'auteur cite plusieurs groupes créateurs de rapports économiques et sociaux nouveaux qui prouvent que l'ordre des choses n'est pas immuable en ce domaine). C'est aussi un travail dans les têtes, au-delà de la critique et de l'appel incantatoire à un monde meilleur, réfléchir à la faisabilité de la relève du système capitaliste par un autre système où toute l'activité humaine ne s'ordonnerait pas autour d'une valeur aussi artificielle que l'accumulation d'argent, c'est préparer demain, le rendre désirable à nos contemporains... conditionnés comme l'on sait à accepter que l'économisme triomphant, comme dit A.Jacquard, borne leur horizon. C'est pourquoi il me semble, poursuit l'auteur, «qu'une ligne de pensée neuve, positive comme l'est à mes yeux l'économie distributive, mériterait de focaliser l'attention d'Attac. Je me plais à imaginer, ajoute-t-il, l'impact que pourrait avoir, comme brèche dans le mur de la "pensée unique", la diffusion par le réseau des groupes Attac d'une brochure présentant pédagogiquement les grands principes et l'architecture d'une vraie nouvelle économie sur ces bases humanistes que notre ami Edmond nous a présentées l'autre soir avec chaleur.» Suit un rappel de l'essentiel sur 1) la monnaie de consommation, 2) la garantie d'un revenu social d'existence et la liberté de remplir un service social par le biais d'un contrat civique modulable et 3) l'exploitation raisonnée des ressources qui en résulterait. Et voici la conclusion : «Utopie sans doute, comme peut être qualifiée toute pensée en avance sur son temps, mais qui donne un cap. "Accroche ta charrue à une étoile !" et ce sera toujours mieux que suivre les maîtres du monde n'ayant que leur profit pour boussole. Alors, réformistes ou révolutionnaires ? — Les deux, mon général »

1. lutte pour le revenu de citoyenneté, pour la réduction du temps de travail, pour que priorité soit donnée aux besoins fondamentaux, pour la notion de "biens publics internationaux", pour la préservation de l'environnement, de la santé et même pour la modération de la folie spéculative par la taxe Tobin, pour améliorer/élargir les mécanismes de redistribution qui traduisent la recherche d'un tout autre fonctionnement de la société et creusent la demande d'une alternative. Je rejoins là la tonalité optimiste du dernier chapitre du livre de René Passet que vous avez, à juste titre, recommandé à vos lecteurs.

La controverse soulevée par l'article de Jean-Claude Pichot (GR-ED 1001 p.12) n'est pas close. Voici deux lettres, venues toutes deux de Strasbourg, suivies d'une réponse de l'auteur de l'article :



Pour le premier correspondant,

## Compétition → sabotage

Ce qui me gêne dans [cet article] n'est pas le fait qu'il justifie la compétition, libre à lui, mais les trucages intellectuels faits de mensonges et manipulations, et "l'oubli" des conséquences.

**Manipulations :** Dans cette tribune libre de nombreux exemples justifient la compétition-concurrence<sup>1</sup>. Je ne reviendrai pas dessus avec les contre-exemples que je pourrais fournir, nous serions dans la compétition que je refuse. Pour moi, dans un raisonnement honnête, les exemples viennent illustrer, donner des images, éclairer ce que veut dire l'auteur et ne sont en aucun cas des justifications ou des preuves. C'est comme si je justifiais les massacres de la guerre parce qu'ils ont permis la création de la Croix Rouge et de la médecine d'urgence.

**Mensonge :** «l'esprit de compétition est inhérent à la nature humaine», c'est un acte de foi inhérent à la logique de compétition du libéralisme, si friand de langage religieux, mais cela demande à être prouvé ou démontré. Si c'était le cas, il n'aurait pas pu exister de société non compétitive. Or la compétition semble limitée aux sociétés patriarcales, surtout indo-européennes, aujourd'hui adeptes du libéralisme<sup>2</sup>. L'auteur est tellement peu sur de sa foi qu'il la justifie par une autre manipulation : «C'est en relevant les défis qui lui étaient imposés (ou proposés ?) par la nature que notre humanité a pu évoluer».

Considérer que la seule manière possible de relever un défi soit la compétition est un mensonge, qui considère que la seule attitude possible est l'escalade. Pour ma part, je vois quatre possibilités face à un défi : la soumission et l'escalade, qui sont deux attitudes compétitives, l'antithèse (ne pas accepter la donne) qui est une tentative de sortie de compétition et la coopération<sup>3</sup>, qui est hors compétition.

**Deuxième mensonge :** pour prouver le "naturel" de la compétition, l'auteur donne des exemples "culturels" en réécrivant l'histoire. Je ne parle pas de malhonnêteté intellectuelle, parce que je pense que ce n'est pas une question de personne, mais de logique, un effet système. Je ne pense pas qu'il soit possible de défendre la compétition autrement que de manière compétitive, c'est-à-dire par trucages et mensonges. Quand J-C. Pichot veut mettre de côté les excès de la compétition, c'est lui qui a du être touché par la grâce pour rêver de cette sorte de guerre pacifique, à moins que comme nos militaires, il cherche une guerre qui ne fasse pas de dégâts chez les militaires de notre camp, seulement chez les civils et si possible adverses<sup>4</sup>.

Je voudrais m'éloigner de la tribune libre pour revenir sur la compétition en général. La manipulation

fondamentale qui discrédite, à mes yeux, la compétition est qu'elle repose sur l'inégalité des droits et crée la pénurie et l'incompétence, c'est donc un vice de "nature" dont je vois mal limiter les excès.

Cette inégalité est rarement dite ouvertement. Souvenons nous que l'exemple le plus pur de la compétition mis en vedette, l'olympisme, est le fruit d'une société esclavagiste et était interdit aux femmes, son slogan est en lui même un chef d'œuvre de manipulation : «Que le meilleur gagne !», car la preuve se prouve elle-même : c'est le meilleur puisqu'il a gagné et il a gagné parce que c'est le meilleur, on peut continuer longtemps ! Pour moi, je commencerai à y croire le jour où quelqu'un aura pu me montrer la différence entre le meilleur et le moins mauvais. Le génie de cette manipulation est de faire passer le plus fort pour le meilleur, donc d'accorder une valeur morale à la force. Cela nous renvoie directement aux jugements de Dieu du Moyen âge ou la justice était rendue par un duel, celui qui était vaincu était donc le coupable, l'avantage était qu'il était déjà exécuté.

Le but de la compétition est d'être plus fort que le concurrent et non d'avoir une certaine compétence ou d'atteindre un objectif. Ceci, je l'appelle de l'émulation, et pour moi c'est sain car il y a des critères objectifs à atteindre, que l'on se fixe, une compétence à acquérir et on peut être plusieurs tendus dans cet effort pour réussir le défi et non pas pour être "le meilleur" !

L'objectif de la compétition est d'être le premier, pas de bien faire. Une des conséquences en est le principe de Peter : chacun monte dans l'échelle jusqu'au moment où il ne peut plus progresser parce qu'il n'en est plus capable, il a atteint son seuil d'incompétence et reste bloqué. Donc si la compétition était appliquée cela signifierait que tous nos dirigeants sont des incompetents<sup>5</sup>...

L'inégalité apparaît dans toute logique compétitive si on gratte un peu : que peuvent signifier ces deux citations que je coupe de la tribune de J-C. Pichot : «L'humanisation de la mécanique économique ne pourra venir que de changements fondamentaux de comportement des gouvernants et des responsables des entreprises... Comme les foules nourries au panem et circenses des Romains veulent des vainqueurs et des champions » ? Il est difficile de dire de manière plus élégante qu'on prend les citoyens pour des cons impuissants à cause des dérives, et les gens au pouvoir comme les responsables puissants.

Cette inégalité auto justifiée ne date pas, malheureu-

1. Là-dessus, je suis d'accord. Pour moi aussi "compétition" et "concurrence" c'est la même chose et j'emploie le terme de "compétition".

2. Le système des castes n'existait pas en Inde avant l'invasion Aryenne.

3. L'autre face du Pouvoir, de C. Steiner, aux éditions DDB.

4. Ce n'est pas parce que je suis contre les manipulations et que je les dénonce que je ne sais pas les utiliser.

5. Cela doit faire partie des excès de la compétition que les grandes firmes tentent d'atténuer ou de cacher.

- ● ●
6. Le déversement de soude a, en fait, eu moins de conséquences pour la pollution que les déversements de l'usine dans son fonctionnement normal
  7. Lily me fait remarquer que je fais une manipulation provocatrice en opposant économique et humanitaire, comme celle employée pour faire manger les enfants parce que «les petits africains ont faim.» !
  8. Ou en étant victime, car l'éducation aussi est un effet système basé sur la compétition. La création de notre médecine, par exemple, s'est faite au prix de deux millions recensés de soignantes, guérisseuses brûlées comme sorcières. Plus récemment les sages-femmes n'ont été réintégréées dans le corps médical qu'une fois la preuve faite que leur exclusion était cause de trop de morts à la naissance !
  9. L'association Synerguia, "coopérer c'est pouvoir", tient à la disposition des personnes intéressées la brochure de C.Steiner, "Manuel de coopération".
  10. Les *pilgrims fathers* persécutés protestants à l'origine des USA qui réussirent le génocide des indiens, les *boers* persécutés religieux à l'origine de l'Afrique du Sud, les *communards* exilés en Nouvelle Calédonie devenus Caldoches ou colons en Algérie, Israël qui fait payer la Shoah aux Palestiniens...

sement, de Seattle ou du G8. Au siècle dernier elle a produit le "sabotage" quand les ouvriers des filatures de Lyon en grève ont cassé les métiers à tisser à coups de "sabot". Je pense que ce type de méthode n'est pas le meilleur, et je peux me permettre de le dire parce que je suis contre la compétition et que le sabotage en est une conséquence logique. Quelqu'un qui justifie la compétition doit en assumer les conséquences et ne pas se plaindre si des loubards viennent brûler sa voiture ou si les ouvriers de Celatex polluent<sup>6</sup>.

La pénurie engendrée par la compétition fait des milliers de morts dans le Sud, il suffit de lire les journaux pour s'en rendre compte. Je prendrai juste des exemples courants pour illustrer le lien entre compétition et pénurie. Quand sur la route deux files se réduisent à une, si vous laissez libre cours à votre "nature compétitive" et voulez être le premier à passer, vous produisez au mieux un bouchon et personne ne passe plus, au pire un accident. Seul le premier qui réussit à passer gagne.

Combien de fois ai-je vu un buffet de desserts où les premiers se servaient à être malades d'indigestion et laissaient des assiettes à peine touchées sur la table alors qu'il ne restait plus grand'chose pour les derniers ! (C'est un peu l'image de notre monde où la recherche médicale a de l'argent pour se consacrer aux maladies du trop manger alors que d'autres meurent dans des décharges d'ordure)<sup>7</sup>.

Je n'accuse pas J-C Pichot d'être responsable de cet état de fait, je lui reproche de soutenir, en toute bonne foi, le maintien de cet état de fait, en profitant de son érudition<sup>8</sup> pour tenter de jeter la confusion dans les idées de ceux qui cherchent à réfléchir pour s'y opposer. C'est la raison qui m'a fait écrire.

Nous vivons dans un monde dominé par la compétition et avons besoin de savoir y faire face et démonter ses manipulations, comme je viens de le faire, pour pouvoir nous défendre autrement que par la

violence le jour où nous n'en pouvons plus. Violence contre les autres qui n'y sont pour rien, ou violence contre nous par le stress, l'alcool ou la drogue.

Il y a d'autres voies que la compétition : votre, notre revue et tous ceux qui cherchent autour, Attac et tous ces mouvements qui relèvent la tête depuis quelque temps !

Pour ma part, la coopération est une manière de faire qui me va. Elle n'est pas naturelle, c'est la manière la plus efficace d'obtenir le maximum de satisfaction pour le maximum de gens en réponse à nos besoins de pouvoir, de sécurité, de reconnaissance, d'honneur, d'amour et de prospérité. Elle est basée sur deux principes : 1) nous sommes tous égaux en droit et 2) il n'y a pas de pénurie inéluctable. Ces deux principes sont l'antithèse des fondements de la compétition qui tente de satisfaire aux mêmes besoins pour quelques "élus" sur le dos des autres.

Les personnes qui adhèrent à ces deux principes peuvent coopérer. Claude Steiner<sup>9</sup> a élaboré une méthode qui permet de pratiquer la coopération. Je peux témoigner de mon expérience satisfaisante à fonctionner, depuis des années, de manière coopérative, aussi bien en couple qu'avec et entre les personnes de l'association que je préside (Ceci est une parenthèse et une antithèse et n'est pas l'objectif de ma tribune libre d'aujourd'hui !)

Les idées défendues par la Grande Relève au niveau économique me semblent en phase avec les idées sociales de coopération. Si la GR-ED devait devenir le "super Calais" de l'économie distributive, comme le suggère J-C Pichot, j'irais chercher ailleurs car, pour moi, la victoire de David sur Goliath est peut être très jouissive, mais ne supprime pas la guerre. Il y a suffisamment d'exemples historiques de persécutés qui génèrent des persécuteurs<sup>10</sup> pour supposer que le fait d'être opprimé ne vaccine pas forcément contre l'oppression.

Marc Devos.

## Pour la seconde correspondante,

## Il y a ambiguïté...

J'apprécie beaucoup votre revue et tout le travail que vous faites. Les articles sont toujours très clairs et bien documentés. L'article de Marie-Louise qui a paru dans le numéro d'août remplace avantageusement le résumé des thèses de l'économie distributive puisqu'il la replace dans le contexte spéculatif et concurrentiel qui domine. Cette domination est d'ailleurs chaque mois dénoncée par les articles incisifs de Jean-Pierre, les dessins de Lasserpe et les textes pleins d'humour de Raoul Liadefrite. Ce qui montre que les défenseurs de vos thèses ne sont pas les trouble-fête du libéralisme triomphant pour lesquels certains voudraient les faire passer. De plus, les comptes rendus de livres viennent contredire tous ceux qui affirment sans vergogne que «tous les économistes vous diront qu'on ne peut pas faire autrement» (que libéraliser, déréglementer, concurrencer tout et tout le

monde, creuser les inégalités,...) en mettant en avant les auteurs, économistes pour la plupart, qui démontrent qu'au contraire on peut, et on doit, faire autrement, même s'ils s'en trouvent marginalisés.

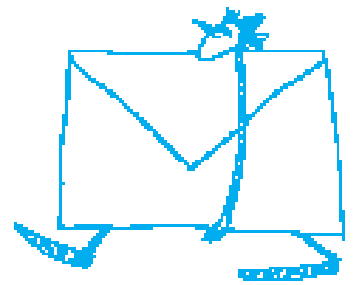
Tout ce qui précède est intemporel et je pourrais l'écrire chaque mois. Si je vous écris aujourd'hui, c'est parce qu'il y a quelques jours Marc Devos m'a transmis la tribune libre qu'il vous a envoyée à propos de celle de J-C Pichot sur la concurrence... Sa lecture m'avait moi aussi agacée [...] j'ai eu envie d'apporter mon grain de sel. Je trouve en effet que la tribune de J-C. Pichot n'apporte rien car on ne sait finalement pas où il veut en venir. Veut-il faire l'éloge de la concurrence ? Certes non, puisqu'il évoque "les défis" et prend l'exemple de Montagnier et Galo pour montrer la perversion et les méfaits de la concurrence. Veut-il, au contraire, dénoncer la concurrence ? Pas plus, puisqu'il estime que «nous

en bénéficiant tous les jours dans différents domaines grâce à l'apparition, par exemple, de nouveaux produits», produits dont on se demande pourquoi ils résultent cette fois de la concurrence alors que l'exemple du laser était précédemment censé montrer qu'ils peuvent très bien naître de "défis technologiques". Lire que «l'esprit de compétition est inhérent à la nature humaine» laisse supposer que J-C. Pichot est victime de la propagande libérale et a dû faire sourire les physiciens que vous êtes. Accréditer l'idée selon laquelle seule la compétition motive les gens est insultant pour tous les scientifiques, philosophes, écrivains, peintres et autres qui nous ont précédé. D'ailleurs J-C. Pichot cite lui-même plusieurs domaines dans lesquels c'est plutôt la curiosité, le désir de connaissance, l'attrait pour la perfection ou le besoin de justice qui, entre autres, donnent des raisons d'agir. À propos, vous qui ne ménagez pas vos efforts pour faire connaître l'économie distributive, est-ce la concurrence avec les libéraux qui vous motive ? Quant aux comparaisons avec le sport, il s'agit vraiment d'ana-

logies car, là encore, on a du mal à deviner si J-C. Pichot approuve les compétitions («l'exploit de l'équipe de football de Calais») ou regrette leurs effets («la compétition tue le sport»). On dirait un homme politique qui ne craint pas de se contredire de manière à attirer le plus d'électeurs possibles !

Je terminerai par une question : pourquoi les rencontres sportives relèvent-elles de la compétition dans certains cas et «du dépassement de soi-même» lorsqu'il s'agit des handicapés ? Je trouve cette inégalité de traitement méprisante. Les "valides" ne peuvent-ils pas se dépasser eux-mêmes ? L'exemple de Boubka semble indiquer que si. Et les handicapés ne peuvent-ils pas se concurrencer les uns, les autres ? Nul doute qu'ils en seront tout à fait capables le jour où Nike, ou un autre, verra en eux une source de profit suffisamment importante. À ma connaissance, cela a même déjà commencé avec le Téléthon et les autres manifestations du même genre.

Caroline Eckert.



mais pour l'auteur

## ...pas apologie de la compétition

Considérant que les courriers de M. Devos et de C. Eckert contenaient des réflexions intéressantes pouvant alimenter le débat permanent sur la critique de la (des) société(s) actuelle(s) et sur l'économie distributive que propose la GR-ED, il a été décidé de les publier. Mis en cause, je ne pouvais cependant pas rester sans réactions devant certains de leurs propos, que j'ai trouvés excessifs et quelque peu inélegants.

Je n'ai voulu faire ni la justification ni l'apologie de la compétition. S'ils ont eu l'impression contraire, ce qui peut se concevoir et je le regrette (fort heureusement, l'humanité n'est pas faite de robots programmés de la même manière), c'est probablement à cause d'une écriture maladroite et de l'absence de définitions de certains mots : merci donc à nos deux lecteurs attentifs d'apporter à l'ensemble des quelques milliers d'autres une suite instructive à mon article.

J'ai tenté d'apporter aux lecteurs de la GR-ED le témoignage, sur une réalité qui s'entête à être complexe, plurielle et parfois contradictoire, d'un «amateur» qui ne prétend à aucune érudition ni aucune certitude particulières. Parler de sabotage, trucages, mensonges et manipulation, c'est beaucoup à la fois. Heureusement, j'ai trouvé dans le texte de M. Devos des propos très intéressants et rassurants, que je vais naturellement (ou culturellement ?) exploiter : considérant qu'il avait engagé un duel à peine mou-

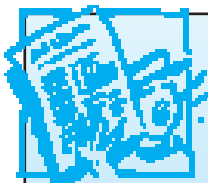
cheté (donc une compétition!), je ne pratiquerai ni la soumission, ni l'escalade, et même pas l'antithèse: je préfère depuis longtemps la coopération. Je lui propose de "concourir" (au sens étymologique) à l'enrichissement d'un débat qui est loin d'être terminé, en donnant aux autres lecteurs, qui n'ont pas (encore) réagi, l'occasion de s'y joindre.

De son côté, C. Eckert reconnaît que je n'ai pas tenté de faire l'éloge de la concurrence : je l'en remercie. Mais qu'elle se rassure : je ne suis pas comme «un homme politique qui ne craint pas de se contredire de manière à attirer le plus d'électeurs possible». Si c'était le cas, je n'aurais pas ma place dans l'équipe de la GR-ED. Une remarque au passage (mais je pourrais en faire d'autres) : lorsque j'ai cité le cas de Boubka, je n'ai probablement pas assez insisté sur le fait qu'il avait une position de quasi monopole au saut à la perche et que l'amélioration centimètre par centimètre de ses records, comme par un dépassement progressif, avait été probablement gérée de manière à "encaisser" à chacune de ses tentatives la prime généreusement promise par les sponsors du jour

Etant de nature plutôt optimiste, je crois que les lecteurs de la GR-ED liront nos littératures jusqu'au bout ; je leur souhaite donc bonne(s) lecture(s). Et, surtout, qu'ils n'hésitent pas à nous faire part de leurs réactions : les plus intéressantes pourront être publiées.

Jean-Claude Pichot.

Nous sommes désolés mais la place nous manque pour publier d'autres articles et lettres reçues, ainsi que la liste de souscription d'août et septembre, qui sera jointe à celle d'octobre dans notre prochain numéro.



## SUGGESTIONS DE LECTURES :

### • KOU, L'AHURI ou LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.

Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996 (prix 65 F, franco).

### • LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.

Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer certains mécanismes (110 F, franco.)

### • UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.

Texte d'une conférence rédigé par André Prime (25 F, franco).

### • ET SI ON CHANGEAIT ?

Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie (25 F franco).

• quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple :

N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?

N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?

N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,

N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).

on peut les commander au journal,  
BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

**A** bonnés, même si vous n'achetez pas ce journal dans les kiosques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible", un gros potentiel de clients.

Ensemble, tirons-en parti :

• demandez à des distributeurs de presse de mettre *La GR-ED* bien en évidence (et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal, parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela).

• Envoyez-nous les adresses de ceux qui acceptent et de ceux qui refusent

• ET NOUS RECOMMANDERONS À TOUS NOS LECTEURS D'APPORTER LEUR CLIENTÈLE AUX PREMIERS, DE BOUDER LES SECONDS.

## TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros) . . . . .	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois . . . . .	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires) . . . . .	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires) . . . . .	250 FF	ou	38,12 E
	(dix exemplaires) 350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an . . . . .	175 FF	ou	26,68 E
	<i>par avion, nous consulter</i>		

### RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**  
par CCP N°13 402 39 M Paris  
ou par mandat ou chèque bancaire  
**BP 108**  
**78115 LE VÉSINET Cédex**

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au Groupe Liégeois pour l'économie distributive (GLED), c/o Lucien Gosset, rue Hansez, 21, B 4630 Micheroux. Compte postal 000-0660548-75.

## La Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE  
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

# L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

*Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.*

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS Diffusion : NMPP

Commission paritaire N° 57434 ISSN : 0398-2076

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : [grande.releve@wanadoo.fr](mailto:grande.releve@wanadoo.fr)

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

